



Entretien avec Denis Ménard, Directeur des Risques et du Développement Durable chez



GECINA est la première société foncière française. Elle est propriétaire d'immeubles mis en location pour un volume de 5 millions de mètres carrés, construits essentiellement en France. Mais GECINA, c'est aussi cinq filières différentes avec 500 immeubles et près de 700 salariés. Entreprise dont les finances sont saines dans un marché particulièrement difficile en cette période de crise, la valeur des actifs immobiliers du Groupe était de 11,5 milliards d'euros au 31 décembre et son chiffre d'affaires 2009 devrait encore être en hausse.

La Lettre Bleue a rencontré son Directeur des risques et du développement durable : Denis Ménard.

La Lettre : Quel est votre rôle en tant que Responsable Sécurité ?

Denis Ménard : Avec une équipe de 7 personnes, vos responsabilités sont multiples et axées autour de deux parties principales : celle de Risk Manager et celle de Directeur du Développement Durable. Le Risk Manager organise la prévention, la protection et le financement des risques ainsi que la gestion des crises, et dans tous les domaines du risque aléatoire. Le Développement Durable vient ajouter une dimension encore plus large pour la prise en compte de la prévention sur les domaines environnementaux et sociaux. C'est à ce titre que j'assure le secrétariat du Comité des Risques et Développement Durable du Conseil d'Administration de notre Groupe mais aussi le suivi, toutes les assurances du Groupe et la sécurité en général.

Mon équipe a concrètement un rôle de Conseil auprès de toutes les Directions, et de contrôle et reporting auprès de la Direction Générale. Notre seul rôle opérationnel concerne tout ce qui touche les assurances. Dans le cadre de notre politique Développement Durable, nous avons créé notre fondation pour compléter notre champ d'action et soutenir des projets à l'extérieur de notre Groupe en faveur de la protection de l'environnement et des personnes handicapées. Le Directeur Général de GECINA est Président de la fondation d'entreprise Gecina, j'en suis le secrétaire du Conseil d'Administration.

Pour les questions de sécurité, elles sont encouragées par un dispositif de cartographie très précis de nos risques immobiliers et bien prises en compte par toutes les fonctions de l'entreprise. En revanche, il nous reste encore un gros travail de diffusion auprès des équipes des méthodes d'évaluation objective des risques. Paradoxalement, certains risques peuvent être surprotégés quand il faudrait mieux attribuer ces ressources à d'autres objets.

La Lettre : Qu'est ce qui vous pose le plus de soucis en terme de sécurité aujourd'hui ?

Denis Ménard : Le besoin d'un risque zéro revendiqué par le grand public aujourd'hui ; du coup, on fait des erreurs. Par exemple l'amiante est un risque qui a été négligé pendant des décennies. Mais l'interdiction totale d'un matériau peut se faire au détriment des bénéfices qu'il a pu apporter. C'est un risque significatif pour nous, mais nous le contrôlons très bien en vivant pourtant avec ces matériaux dans certains de nos immeubles. Un autre risque important pour nous à ce jour est la crue de la Seine. Notre comité des risques a aussi retenu le risque incendie dans les risques significatifs, ce qui n'étonnera pas vos lecteurs.

La Lettre : Votre vision du « gardiennage » après tous les changements récents ?

Denis Ménard : Dans une vie précédente, j'ai fait passer le gardiennage en interne à la sous-traitance. Chez GECINA, d'une vingtaine de sociétés prestataires en 2002, nous sommes passés à trois (dont DPSA) puis à quatre en 2009. Les donneurs d'ordre ne s'intéressent pas suffisamment au sujet. Il est important de garder le regard sur les prestations et leurs conditions d'exercice, afin de maintenir aussi une saine pression sur ces sociétés et leur personnel par son propre contrôle et de la veille au quotidien. C'est une profession qui évolue mais trop lentement. La formation des personnels est encore trop faible et le choix peu sélectif. Les donneurs d'ordre doivent absolument cesser d'acheter des heures d'agents pour acheter des prestations de sécurité. Le cahier des charges n'a rien à voir et la qualité s'améliorera. Je suis persuadé que nous aurons toujours besoin d'agents de sécurité malgré les innovations techniques. Vous avez un métier d'avenir et une image à changer, y compris dans la tenue et l'attitude des personnels.

La Lettre : Dans quelle direction nos entreprises doivent-elles s'orienter ?

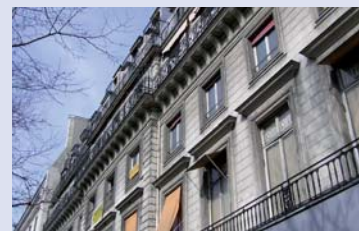
Denis Ménard : Renforcez votre management en interne, il est dispersé. Vos organigrammes ne permettent pas à vos managers de piloter les équipes en étant pleinement responsables des qualités ou défauts de prestation. Vous pourrez aussi gagner en turn-over. Vous vendez des heures de prestation et non pas un service. DPSA propose une offre globale, elle est peut-être votre issue. Je ne me suis pas encore fait d'opinion sur le concept.

La Lettre : Un mot sur la séquestration des patrons ?

Denis Ménard : Je ne veux pas parler de ce sujet en particulier, je dirai simplement que nous ne pouvons accepter dans nos métiers des faits qui bafouent la loi et le droit ouvertement. Je ne crois pas aux effets positifs de la désobéissance civique.

La Lettre : Parlez-nous des diverses associations dont vous êtes membre ...

Denis Ménard : Il est important de confronter nos idées avec nos pairs. Le CARM est une association de diplômés en management des risques des entreprises. Je suis aussi membre de l'AGREPI qui est l'association des agréés en sécurité du CNPP, de l'AMRAE qui regroupe les Risk Manager, ... A mes heures perdues mais j'en ai peu, j'interviens en jury ou formation au CNPP et j'aime beaucoup cela.



"Je suis persuadé que nous aurons toujours besoin d'agents de sécurité malgré les innovations techniques."

